

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEOSEL MANOSQUE

2 rue des Martinets
CS 70030
92500 Reuil-Malmaison

Références : JC-D-2025-0667 / SPR/2026/0052

Code AIOT : 0006412948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOSEL MANOSQUE
- Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006412948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station de pompage GESOEL de La Mède, est située à proximité de la raffinerie TOTAL.
C'est une station relais du pipeline GEOSEL n°1 (GSM1) qui permet la réception ou la distribution des produits hydrocarbures entre la raffinerie de Provence TOTAL, la station de pompage de Lavera

et la station de pompage de Rognac, elle-même reliée au Centre de stockage souterrain de Manosque. La station de pompage de La Mède sert aussi de terminal pour la réception ou l'expédition d'hydrocarbures vers la station de pompage de SPMR.

Les produits véhiculés dans le terminal peuvent être le pétrole brut, les essences (supercarburant, jet), le naphta, le gazole, le Fuel Oil Domestique (FOD).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Champ d'application démarche PMII | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1 | Sans objet |
| 2 | Plan d'inspection des réservoirs | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1 | Sans objet |
| 3 | Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29 | Sans objet |
| 4 | Recensement des ouvrages soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet |
| 5 | Capacités et tuyauteries soumises au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 | Sans objet |
| 6 | MMRI soumises au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est bien organisé sur le sujet du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) pour le site de La Mède, que ce soit pour la définition du périmètre des équipements et ouvrages soumis, pour la définition des plans d'inspection et pour la réalisation des contrôles et visites. Les différents guides techniques reconnus par l'administration sont appliqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application |
| Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes. |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le document "liste des équipements PMII de LA MEDE". Ce document présente l'ensemble des équipements et ouvrages soumis au PMII pour le site Geosel La Mède. Concernant les réservoirs aériens, un seul équipement est concerné : un bac de contaminat de 60m3. Par mail du 16/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement la liste des équipements susmentionnée.</p> <p>L'inspection de l'environnement n'a pas de remarque particulière concernant le périmètre PMII du site Geosel La Mède.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Plan d'inspection des réservoirs

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection. |
| <p>Constats :</p> <p>Le réservoir soumis au PMII, mentionné au point de contrôle n°1 de ce rapport, fait l'objet d'un plan d'inspection comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une visite de routine annuelle effectuée par l'institut de soudure, - une visite quinquennale effectuée par l'institut de soudure, - une visite décennale pour laquelle un appel d'offre est réalisé, - une visite annuelle visuelle effectuée par l'exploitant lui-même. <p>L'exploitant présente le programme d'inspection du bac.</p> <p>Pour la réalisation du plan d'inspection, le « Guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux » (DT94) reconnu par l'administration est appliqué.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10 |
| Prescription contrôlée : <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <p>29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant présente le rapport de la visite de routine du bac R4017 effectuée par l'institut de soudure le 06/06/24 (rapport n° 6354-7GMMHL-V1). Comme indiqué au point de contrôle précédent, le guide DT94 est appliqué. Cependant, tous les points à contrôler, mentionnés dans le guide DT94, n'apparaissent pas forcément dans le rapport. L'exploitant indique que les points qui sont "sans objet" ne sont pas repris. Cependant, au moins un point à contrôler apparaît dans le rapport avec la mention "sans objet". Par sondage, l'inspection n'a pas trouvé de point manquant mais propose à l'exploitant d'effectuer un contrôle voire de faire indiquer par l'institut de soudure tous les points du DT94 dans la grille de contrôle quitte à y inscrire "sans objet". Le rapport indique une "suspicion de fuite". L'exploitant présente le document "programme et actions correctives R4017" qui regroupe toutes les actions correctives à faire sur le bac, notamment suite aux inspections. Concernant la suspicion de fuite, l'absence de fuite a été confirmée par mesures COV.</p> <p>L'exploitant présente le rapport de la visite quinquennale du bac R4017 effectuée par l'institut de soudure le 05/02/21 (rapport n°6450-5GAH4Y-V1). L'inspection de l'environnement note que les contrôles suivants sont corrects : soudure robe/fond, épaisseurs, déformations géométriques. Certaines préconisations sont tout de même indiquées.</p> <p>À l'occasion de la visite décennale de février 2022, l'ensemble des préconisations antérieures a été mis en œuvre.</p> |

| |
|--|
| <p>L'exploitant présente le rapport de la visite décennale du 24/01/2022 (rapport Eiffage réf 460847 TUY VRO 2147). Par mail du 16 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement les rapports liés à la visite décennale : rapports des contrôles et des réparations faites.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...) |
| <p>Constats :</p> <p>La cuvette de rétention du bac R4017 est suivie au titre du PMII. Le guide technique DT92 - « Guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures » reconnu par l'administration est appliqué.</p> <p>L'exploitant indique que son plan d'inspection comprend une visite de routine annuelle effectuée par l'institut de soudure, une surveillance annuelle effectuée par Geosel et une visite décennale effectuée par le bureau d'études Burgeap.</p> <p>L'exploitant présente le document "programme d'inspection" et indique que la visite annuelle de la rétention est faite au même moment que la visite annuelle du bac. Le rapport de la visite annuelle du bac indique seulement dans le paragraphe cuvette : "cuvette en bon état". La visite annuelle effectuée par Geosel reprend les contrôles du guide DT92. Sur site, l'inspection de l'environnement a constaté un bon état de la cuvette de rétention et que des réparations de fissures ont été réalisées.</p> <p>L'inspection rappelle que la réglementation n'exige pas de visite à 10 ans et indique que le rapport de cette visite décennale n'a pas été analysé pendant l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Capacités et tuyauteries soumises au PMII

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, PMII - capacités et tuyauteries |
| Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : <ol style="list-style-type: none">1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none">- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé. L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. [...] |
| Constats : La liste des équipements soumis au PMII mentionnée dans le point de contrôle n°1 de ce rapport indique l'ensemble des tuyauteries soumises au PMII. Il n'y a pas de capacité sur ce site. Le guide |

technique DT96 "guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation" reconnu par l'administration est appliqué.

Les plans d'inspection des tuyauteries comprennent une visite de routine annuelle et une visite avec mesures d'épaisseurs tous les 6 ans. L'inspection rappelle que le guide DT96 indique une périodicité de 5 ans pour les tuyauteries de classe 1. L'exploitant mentionne et transmet, par mail du 16 septembre 2025, le document "programme d'inspection des tuyauteries". Ce document justifie la périodicité de 6 ans car les tuyauteries sont de classe 2. A noter également que ce document indique bien la nécessité de contrôler les supports de tuyauteries, les massifs en béton et les équipements (dégazeurs, filtres, etc).

Toutes les tuyauteries ont été contrôlées par l'institut de soudure fin 2024. A la demande de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de la visite annuelle de la tuyauterie 05 (rapport n°6354-7GMJ26-V1) du 06/06/2024. Les résultats sont satisfaisants mais indiquent : de la peinture cloquée, écaillée ; des soupapes et clapets oxydées, une suspicion de fuite sur une vanne. A la demande de l'inspection, l'exploitant présente les rapports de contrôle annuel effectué sur cette tuyauterie en 2023 et 2022 et remarque que les mêmes résultats étaient présents en 2023 mais pas en 2022. Suite à la réalisation des contrôles, des inspecteurs de Geostock réalisent un classement des résultats selon leur criticité puis des campagnes de réparations ou de vérifications sont faites.

Concernant les points relevés dans le rapport 2024 de la tuyauterie 05 mentionnés ci-dessus, aucune action n'a été faite. L'exploitant présente le document "suivi corrosion 2024 : rapport annuel" qui trace les résultats des suivis avec des photos et transmet par mail du 16 septembre 2025 le document "Bilan annuel de l'activité 2024" qui indique que les remarques relevées pour la ligne HC05 ne sont pas critiques pour l'intégrité des installations. Ces rapports justifient que pour l'instant aucune action n'a été faite suite à ces constats.

L'inspection de l'environnement n'a pas de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MMRI soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, PMII - MMRI

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.

Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de

maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

[...]

Constats :

La liste des équipements soumis au PMII mentionnée dans le point de contrôle n°1 de ce rapport indique l'ensemble des MMRI soumises au PMII. Le guide technique DT93 "guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI)" reconnu par l'administration est appliqué.

Postérieurement à l'inspection et par mail du 16 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement le document "Etat initial - mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI) Station de La Mède (13)" qui indique quelles MMRI sont sélectionnées pour le suivi PMII en application du guide DT93 susmentionné. L'exploitant a également transmis les fiches de vie des MMRI soumises au PMII.

L'inspection de l'environnement n'a pas de remarque particulière sur ces éléments. A noter que les résultats des derniers contrôles des MMRI ont été vus lors de l'inspection réalisée le 29 janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite